



Avril 2011

Des travaux d'Amartya Sen à l'Indice du développement humain

Maroine Bendaoud

Le 14 octobre 1998, l'Académie royale des sciences de Suède a décidé d'honorer Amartya Kumar Sen en le nommant lauréat du prix d'économie à la mémoire d'Alfred Nobel pour ses contributions à l'économie du bien-être¹. Premier Asiatique et donc premier Indien à recevoir cette distinction en économie, ce brillant intellectuel a aussi versé dans les mathématiques et la philosophie tant occidentale qu'orientale². Né en 1933 sur un campus universitaire à Santiniketan, dans l'État actuel du Bengale-Occidental, le futur professeur à Oxford, Cambridge et Harvard, pour ne nommer que ceux-ci, a l'impression d'avoir passé toute sa vie dans le milieu, ironise-t-il³. Il y était peut-être prédestiné diront certains, considérant que son père a été professeur de chimie à l'Université de Dhaka, aujourd'hui la capitale du Bangladesh, et que son grand-père maternel, philosophe qui a écrit sur la civilisation indienne et l'hindouisme en particulier, était professeur de sanskrit à l'Université Visva-Bharati à Santiniketan⁴.

Mais la rançon de la gloire a voulu que Sen soit vilipendé par certains critiques après avoir été nommé pour recevoir le fameux prix à la mémoire d'Alfred Nobel. En effet, la nouvelle a fait couler de l'encre. Citons seulement Robert L. Pollock, éditorialiste au *Wall Street Journal*, qui le lendemain de cette annonce écrivait :

*Throughout his long career and voluminous writings, he [Sen] has done little but give voice to the muddleheaded views of the establishment leftists who dominate his world of academics and nongovernmental organizations.*⁵

Sur un ton plus positif, Dostaler notait que Sen fut surnommé par la presse britannique le « prix Nobel des pauvres », pour ses préoccupations relevant de l'éthique, du développement, de la pauvreté, notamment ses recherches sur la famine⁶.

En 1989, Sen s'est vu sollicité par son ami Mahbub ul Haq, qui lui a demandé de prendre part à l'élaboration d'une mesure du bien-être social pour le *Rapport mondial sur le développement humain* qu'envisageait de publier le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). En l'occurrence, Haq insistait pour avoir un chiffre unique, et non un vecteur ou un ensemble de chiffres, mais qui irait plus loin que le produit national ou intérieur brut (PNB et PIB). Haq estimait qu'il serait ainsi plus complet, car il « tiendrait compte des différents facteurs influant sur les possibilités offertes aux humains et sur leur bien-être »⁷. Ainsi, la première publication annuelle du *Rapport mondial sur le développement humain* est parue en 1990 en comparant les États du monde selon l'Indice du développement humain (IDH), en s'attardant à la santé, à l'éducation, au niveau de vie, lesquels ont des répercussions sur les libertés politiques, sociales et culturelles, diront les observateurs⁸.

*Avec le temps, cet indice est devenu la mesure la plus largement admise pour établir des comparaisons internationales du bien-être.*⁹

En vérité, Haq est toujours mentionné pour son travail volumineux comme directeur du projet des rapports mondiaux du PNUD et par

conséquent de l'IDH, mais aussi pour ses travaux sur les besoins essentiels (*basic needs*) ou le concept de développement humain, auquel il a permis de prendre la forme que l'on connaît aujourd'hui¹⁰. Cependant, Sen demeure celui qui est présenté comme le théoricien principal derrière le concept et un de ceux qui a collaboré à la création de l'indice¹¹. Mais, à la différence des autres consultants, son influence comme penseur et sa qualité de collaborateur à l'indice sont sans conteste ce qui reste gravé dans les mémoires et qui est passé à l'histoire. Ainsi, cette note de synthèse tentera d'expliquer comment, à partir des travaux de Sen sur l'approche des capacités, a pu émerger le concept de développement humain et son indicateur l'IDH.

La vie d'Amartya Sen

Sa jeunesse

Sen est né en 1933 au Bengale, alors partie des Indes britanniques. Sa famille est originaire de ce qui allait être le Bangladesh, mais celui-ci est né à Santiniketan, ville située près de Kolkata¹² dans l'État actuel du Bengale-Occidental en Inde. Même si dès les premières années de sa vie, Sen et ses parents habitaient dans ce qu'on appelle aujourd'hui la République de l'Union du Myanmar¹³ et l'actuel Bangladesh, ils revenaient fréquemment à Santiniketan. Bien que Sen ait débuté l'école à la St. Gregory's School à Dhaka dans l'actuel Bangladesh¹⁴, comme sa mère et sa sœur ensuite, il a fait ses études secondaires à l'école Patha Bhavana à Santiniketan, école fondée par Rabindranath Tagore, lauréat du prix Nobel de littérature de 1913¹⁵. Sen se rappelle de cette époque surtout pour l'ouverture d'esprit qui était inculquée. Selon Sen, la diversité culturelle du curriculum reflétait la vision humaniste et universelle du fondateur de l'école¹⁶.

Cette période charnière dans la vie de Sen est surtout marquée par deux événements troublants : les émeutes sur fond religieux des années 40 et la sinistre famine du Bengale. Ainsi, Sen a grandi à une époque où l'Inde connaissait des déchirements ethniques importants.

*Il n'a jamais oublié la scène à laquelle il a assisté, dans sa jeunesse, pendant l'une des émeutes des années 40 entre hindous et musulmans, et où un ouvrier musulman, en quête d'un travail journalier dans la région majoritairement hindoue de Dhaka, a été poignardé.*¹⁷

Lorsque Sen décrit cet incident, où il a vu son père conduire l'homme en sang à l'hôpital, il raconte que c'est à partir de là qu'il a pris conscience des « risques que comporte une définition étroite des identités, et des divisions que les politiques communautaristes peuvent receler »¹⁸. Après s'être entretenue avec Sen, Laura Wallace, alors rédactrice en chef de *Finances & Développement*, écrivait ceci :

*Cet incident a également appelé son attention sur « le fait que la non-liberté économique, sous forme d'une extrême pauvreté, peut faire d'un individu une proie vulnérable à d'autres atteintes à la liberté.*¹⁹



Amartya Sen

Sen n'avait pas encore dix ans quand la famine a ravagé l'Inde coloniale en 1943. Il a lui-même participé à la distribution de boîtes de riz aux personnes privées de nourriture durant la catastrophe. Bien que trois millions de personnes aient perdu la vie lors de cette triste page de l'Histoire, le problème ne provenait pas du manque de ressources disponibles, estime Sen, mais plutôt de la mauvaise gestion du gouvernement qui n'est pas suffisamment intervenu²⁰. Sen dira plus tard que ce souvenir a eu un effet considérable sur lui, tant sur sa perception du développement économique que sur l'étude des famines qu'il entreprendra plus tard²¹. Quoi qu'il en soit, ces deux événements ont laissé des traces indélébiles sur la mémoire de Sen en le confrontant aux dures réalités, notamment celles vécues par les groupes défavorisés et minoritaires.

Études et ascension professionnelle

En 1951, Sen est parti étudier au Presidency College à Kolkata. Il explique qu'il s'était d'abord inscrit en sciences naturelles, car il appréciait la physique et les mathématiques. Cela dit, il s'est réorienté vers l'économie, plus particulièrement vers l'économie du bien-être, en développant aussi un penchant pour l'éthique et la philosophie politique²². Il se sentait déjà préoccupé par des thèmes comme la pauvreté, le chômage et l'exploitation²³. Son intérêt pour l'économie a été stimulé grâce aux professeurs de très grande qualité qui y enseignaient, note-t-il, lesquels versaient plutôt « à gauche ». Lui aussi s'est donc intéressé à ce courant politique – seulement au niveau académique, sans jamais adhérer à un parti – mais son engagement pour l'économie combinait selon lui « a component of social passion, in addition to intellectual fascination »²⁴.

Après son *Bachelor of Arts* obtenu en Inde, Sen a mis les voiles pour Cambridge, en Angleterre. Malgré son baccalauréat, on lui a fait recommencer ses études²⁵. En 1953, il a entamé ses études au Trinity College, où les cours d'économie étaient beaucoup moins formels et

« mathématiques » que ceux du Presidency College, ce qui le poussa à sortir des sentiers battus²⁶. À la rencontre de nouveaux amis, Sen a été mêlé au débat économique propre à son époque : les pro contre les anti keynésiens. De son côté, Sen a toujours préféré ne pas prendre parti « pour conserver des amitiés dans les deux camps »²⁷. Au Trinity College de Cambridge, Sen a reçu l'enseignement de professeurs de renommée internationale tels Maurice Dobb, Piero Sraffa et Dennis Robertson. Il leur est encore très reconnaissant, comme en témoigne une entrevue plus d'une trentaine d'années plus tard²⁸. Il mentionne tout particulièrement Joan Robinson, qui a supervisé sa thèse de doctorat. D'ailleurs, celle-ci a été codirigée par Amiya K. Dasgupta, professeur indien qui n'était pas rattaché à Cambridge, mais que Sen connaissait depuis longtemps. Il est un personnage important dans sa conversion vers l'économie comme champ d'études, et ce, après s'être entretenu avec lui en Inde en 1951²⁹.

Puis, après avoir déposé son sujet de thèse, Sen est retourné à Kolkata. Pendant deux ans, il a enseigné à la Jadavpur University (1956-1958), où il a créé le département d'économie. Alors qu'il était âgé de 22 ans, sa nomination a engendré des protestations, allant jusqu'à des graffitis sur les murs, mentionnant que l'université avait « un nouveau professeur à peine sorti du berceau »³⁰. Qu'à cela ne tienne, Sen a poursuivi son travail et en a profité « pour terminer sa recherche avec laquelle il [obtint] le prix de thèse de Cambridge »³¹. C'est pendant les années suivantes qu'il se mit à fond dans l'étude de la philosophie. À partir des années 60, Sen connut un parcours professionnel prodigieux le menant entre autres de la Delhi School of Economics à la London School of Economics, puis d'Oxford jusqu'à Harvard vers la fin des années 80, où il enseigne toujours l'économie et la philosophie. Précisons toutefois qu'il a été *Master* du Trinity College de Cambridge entre 1998 et 2003, le temps de retourner quelques années vers son *alma mater*.

Les travaux d'Amartya Sen

Lorsqu'il était étudiant, Sen affirme qu'il a développé de l'intérêt pour plusieurs penseurs incontournables tels Aristote, Adam Smith et John Stuart Mill, même si Marx était sans conteste un acteur central des discussions à saveur politique avec ses camarades³². Il s'est penché beaucoup plus sérieusement sur les écrits d'Adam Smith au tournant des années 80, en tentant de faire une relecture de ses œuvres pour mettre en relief leur apport philosophique ainsi que ses considérations pour les plus démunis³³. En entrevue, Sen dira que Ricardo est probablement l'auteur classique qu'il a trouvé le plus ennuyeux à lire parce qu'il évitait les aspects

sociaux et politiques de l'économie³⁴. Par rapport à Mill, Sen a certainement quelques affinités au niveau de la morale devant la répartition de la richesse, mais marque un certain désaccord avec le critère du *bonheur* présent chez l'école utilitariste. Sen croit plutôt que celui-ci est une notion psychologique qui dépend du passé et des conditions dans lesquelles un humain a évolué, où l'infortuné pourra plus facilement s'accoutumer aux iniquités³⁵.

Par rapport aux économistes importants et dont les théories ont marqué le 20^e siècle, il est assez difficile de rapprocher Sen de ceux-ci. Il y a fort à parier qu'il n'acquiesce pas aux vertus du commissaire-priseur vantées par Walras et qu'il se détache des conclusions autant de l'école autrichienne que de celle de Chicago. Le courant institutionnaliste américain de Commons a peu à voir avec la pensée de Sen, même s'il est possible que les deux partagent des opinions semblables quant aux injustices sociales et aux bienfaits d'un État-providence³⁶. À propos de ce système économique souvent présenté comme une application des théories de Keynes sur le chômage, la demande interne et l'intervention de l'État³⁷, l'on peut supposer que Sen y soit favorable, puisqu'il permet – plus que d'autres modèles économiques – une amélioration du niveau de vie des couches inférieures. Mais, encore une fois, il est malaisé de tracer énormément de liens entre les travaux de Keynes et ceux de Sen, car si le premier s'est surtout attardé à la macroéconomie, aux conjonctures ou à l'économie positive de manière générale, les travaux de Sen s'inscrivent dans le champ de l'économie normative en incluant des principes éthiques tirés de la philosophie morale. Dans leur ensemble, les recherches de Sen ont emprunté la voie de l'économie du bien-être ouverte par Pareto et Pigou³⁸. Pour Teulon, les enjeux de l'école normative en économie consistent à répondre à la question suivante :

[E]ntre plusieurs situations économiques possibles, chaque situation étant caractérisée par la façon dont sont répartis les revenus et les ressources, laquelle est la meilleure ?³⁹

Dans la section suivante, nous présenterons un panorama des œuvres de Sen afin de mieux comprendre son cheminement intellectuel l'ayant mené à l'approche des capacités. Comme cette note de synthèse porte principalement sur cette approche, nous procéderons chronologiquement jusqu'à la parution de *Commodities and Capabilities*, soit l'ouvrage culminant en la matière. Cela dit, nous aborderons d'autres de ses publications au fil du texte lorsqu'elles se rapporteront à celle-ci ou au développement humain, le concept évalué par l'IDH.

Portrait global des ouvrages de Sen

La première recherche qui a fait connaître Sen en recevant un certain écho au niveau international est *Collective Choice and Social Welfare* (1970)⁴⁰. Avec cet ouvrage, Sen marque une étape dans la construction de la théorie du choix social qui l'inspirera toute sa vie. En partant des travaux de Condorcet, mais surtout des plus récents de Kenneth Arrow⁴¹, Sen a étudié les propriétés des décisions collectives. En fait, le *théorème de l'impossibilité* d'Arrow soutient qu'il est extrêmement difficile, voire impossible de prendre des décisions qui satisferont toutes les franges d'une société, tant celle-ci est hétéroclite et traversée de multiples groupes aux intérêts divergents. À ce propos, Ferey rappelle « qu'une décision collective renvoie aussi bien aux procédures de vote qu'aux mécanismes de marché »⁴². Concrètement, l'enjeu pour Sen était d'essayer de conceptualiser une procédure ou un système capable d'agrèger « les préférences individuelles de manière relativement rationnelle, autrement dit, de voir sous quelles conditions une collectivité peut classer des états sociaux en se fondant sur les seules préférences individuelles »⁴³.

Le problème, soutient Sen, est qu'au niveau du bien-être collectif, on ne peut se fier à la présomption du choix rationnel des individus pour s'assurer que les intérêts de tous soient pris en compte. En prenant le processus de vote à la majorité, il démontre que certaines minorités seront probablement négligées, en prenant l'exemple des Afro-américains⁴⁴. En dépit du fait que ces derniers ont un faible taux de vote, ce qui expliquerait en partie pourquoi leurs intérêts ne sont pas assez représentés dans les politiques nationales, Sen affirme que de toute façon, l'on ne peut pas se fier au classement de chaque individu pour un « type » de société ou un autre, à travers le processus de vote, car plusieurs informations pertinentes pour une évaluation socio-économique juste nous échapperaient⁴⁵. Sen conclut « à l'impossibilité de concilier les

procédures démocratiques de choix et l'optimum de Pareto, ce qui l'amène à abandonner la référence à ce dernier. Selon lui, la recherche de l'optimum de Pareto est incompatible avec le respect d'un strict minimum de liberté individuelle, ce qui détruit à ses yeux les fondements éthiques de la théorie néoclassique »⁴⁶.

En outre, Sen pousse sa réflexion en jonglant avec la théorie du choix social, à laquelle il inclut un certain nombre de préoccupations et d'idées « qui seront développées dans ses travaux ultérieurs, comme la définition de l'inégalité, l'opposition à l'utilitarisme, la place des droits et des libertés dans l'évaluation du bien-être collectif »⁴⁷. D'ailleurs, il est intéressant de noter que Sen s'était entiché du sujet dès ses études à Cambridge, où plusieurs de ses professeurs

– Robinson, Sraffa – ont tenté de le dissuader de se pencher sur ce casse-tête. Le seul qui daigna supporter Sen est Dobb, le keynésien à tendance marxiste, avec qui il passa quelques heures afin de tenter de démystifier les acceptions du théorème sur des questions comme l'allocation des ressources dans une société et les politiques économiques⁴⁸. Encore aujourd'hui, nous ne serions pas très loin de la vérité en affirmant que Sen tente toujours de surmonter les dimensions soi-disant irréconciliables de cet axiome.

Puis, dans *On Economic Inequality*⁴⁹ (1973) et *Levels of Poverty*⁵⁰ (1980), Sen s'est intéressé à la mesure ou la quantification des inégalités et de la pauvreté. En observant ces phénomènes et les caractéristiques d'une telle catégorisation, il a aussi cherché à évaluer les disparités qui existent au sein des

groupes défavorisés eux-mêmes. « Il est alors amené à réhabiliter certains outils statistiques comme la courbe de concentration et à repousser d'autres indicateurs comme la variance des logarithmes de revenus »⁵¹.

Sen et l'optimum de Pareto

Selon la perception de Sen lorsqu'il a écrit *Collective Choice and Social Welfare* (1970), une grande partie de l'évaluation des politiques socio-économiques considèrerait le bien-être collectif sous le critère de l'optimum de Pareto. Appliquée à ce champ d'études, la logique parétienne soutient que si tous les gens d'une même société sont indifférents entre deux alternatives ou situations sociales (avec certains types de politiques économiques, sociales, etc.), la société sera collectivement indifférente. Par contre, si au moins une personne préfère une deuxième alternative, la société devrait alors opter pour celle-ci, toujours en supposant que toutes les autres personnes sont indifférentes. L'optimum de Pareto est atteint lorsque dans une situation donnée, on ne peut pas choisir une alternative qui augmentera l'utilité (le bien-être ou la satisfaction) d'un individu sans que ne soit réduite celle d'un autre. Comme en témoigne le prochain passage, Sen fut très critique envers cet optimum, car il ne tient pas compte de la situation et des conditions dont les individus héritent au départ, si injustes soient-elles.

But there is a danger in being exclusively concerned with Pareto-optimality. An economy can be optimal in this sense even when some people are rolling in luxury and others are near starvation as long as the starvers cannot be made better off without cutting into the pleasures of the rich. If preventing the burning of Rome would have made Emperor Nero feel worse off, then letting him burn Rome would have been Pareto-optimal. In short, a society or an economy can be Pareto-optimal and still be perfectly disgusting.

Amartya K. Sen, *Collective Choice and Social Welfare*, p. 21-22.

En 1981, dans le cadre d'un programme financé par l'Organisation internationale du travail, Sen a publié *Poverty and Famines*⁵², où il a traité des famines en Inde, au Bangladesh, mais également en Afrique subsaharienne. Il va prouver que dans la majorité des cas, la famine n'a pas été provoquée par une diminution de la production alimentaire, bien au contraire⁵³. Sen a pointé la question de la distribution de la production alimentaire et du contrôle sur celle-ci, en utilisant la perspective de l'*entitlement* et de la propriété⁵⁴. Ce faisant, il rompait avec les analyses habituelles utilisant les données statistiques sur la quantité de nourriture disponible. Ses conclusions permettront de démontrer que pour les cas qu'il a identifiés au 20^e siècle, il n'y a pas eu de famine dans les pays démocratiques disposant d'une presse libre, parce que l'information et les critiques publiques se propagent beaucoup plus rapidement, ce qui force les autorités à réagir rapidement elles aussi. La raison pour laquelle ces famines se sont soldées par autant de morts est surtout attribuable à la mauvaise gestion de la part des gouvernements. Des stratégies publiques telles la fixation des prix, l'irrigation ou encore la recherche agronomique, si elles sont menées dans une perspective redistributive, permettent d'éviter la famine même en période de mauvaises récoltes⁵⁵.

Enfin, c'est dans *Commodities and Capabilities*⁵⁶, paru en 1985, que Sen a développé de façon concrète l'approche des capacités à propos de l'évaluation du bien-être⁵⁷. Il aborde des thèmes qu'il avait déjà exploités tels la pauvreté et la famine, et poursuit ses critiques contre les doctrines utilitaristes et celles de l'économie du bien-être « classique »⁵⁸. Dans sa recension du livre, Sugden avance que la question centrale de l'auteur est de déterminer la manière par laquelle nous devons évaluer le bien-être d'un individu. Pour y répondre, Sen s'évertue à décrire quatre approches conventionnelles, selon lui insatisfaisantes. La première s'affaire à mesurer le revenu réel d'un individu, selon la valeur du marché des produits qu'il ou elle consomme. Malheureusement, ces mesures ne sont pas assez fines pour permettre d'établir des comparaisons interpersonnelles liées à la consommation des biens (*commodities*), souligne Sen. « For example, the amount of food a person requires to avoid malnutrition depends on his or her sex, age, body size and so on »⁵⁹. En outre, les trois autres approches, plutôt utilitaristes, de soutenir Sugden, se concentrent sur la mesure de l'utilité qu'un individu retire de sa consommation : « utility being variously interpreted as a representation of a pattern of choice, as a measure of happiness, and as a measure of desire-fulfilment »⁶⁰. Brièvement, le point faible de ces approches est qu'elles ne comprennent pas suffisamment de dispositions permettant des comparaisons interpersonnelles, notamment parce que le bonheur est difficilement

quantifiable. Plutôt que de s'attarder à la consommation ou à la joie des individus, Sen suggère une autre approche, celle des fonctionnements et des capacités, des concepts tirés de l'économie classique et de la philosophie antique chez Marx et Aristote⁶¹.

L'approche des capacités

Les fondements

En ce qui nous concerne, l'approche des capacités⁶² est la contribution la plus éclairante de Sen pour nous permettre de comprendre sa vision du développement humain et de l'IDH. Les fondements de celle-ci ont été exposés en profondeur dans *Commodities and Capabilities*, mais Sen y reviendra fréquemment dans des ouvrages subséquents. De façon abstraite, disons que Sen propose d'évoluer de l'analyse des biens comme par exemple une bicyclette, pour chercher à évaluer ce qu'on peut faire avec ces biens, comme se déplacer, ce qu'il appelle un « fonctionnement »⁶³.

Qu'est-ce que l'approche des capacités ?

Au niveau conceptuel, Sen relève deux formes ou bases d'information inhérentes à l'approche des capacités. D'abord, les « fonctionnements », c'est-à-dire ce qu'un individu peut faire en termes d'*action*, mais cela peut aussi représenter un *état*. Par exemple, certains fonctionnements sont plus simples, comme se nourrir, lire, écrire, être en bonne santé, etc., alors que d'autres sont plus complexes comme être heureux, avoir une bonne estime de soi, être actif politiquement dans sa communauté, etc. Ensuite, l'ensemble des fonctionnements particuliers que quelqu'un a la possibilité de réaliser représente son « ensemble-capabilité », ou sa « capacité » tout court, pour le dire plus simplement, soit ce qu'il a la liberté d'entreprendre selon ses goûts, ses préférences et ses aspirations. Bref, pouvoir choisir son mode de vie représente la « liberté réelle » de l'individu.

Or, il faut comprendre qu'il y a une nette différence entre le fait qu'un individu (X) réalise telle chose (Y), car c'était vraisemblablement la seule « option » qui s'offrait à lui, et la situation où X décide de faire Y à travers un vaste éventail de possibilités, parce qu'il en a voulu ainsi. Afin d'illustrer son propos, Sen utilise souvent l'exemple d'un individu jouissant d'une certaine aisance matérielle, qui choisit volontairement de jeûner. Si l'on s'en tient à la nourriture, cet individu adopte le même fonctionnement qu'un autre qui est contraint à la famine, à la différence que le premier dispose d'un ensemble-capabilité nettement différent ; il a le loisir de se remplir la panse s'il en a envie, ce qui n'est pas le cas du second⁶⁴.

Les personnes n'ont pas toutes la même capacité de convertir un bien (par exemple, une aide sociale) ou un droit formel (comme le droit à l'éducation supérieure) en réalisations (comme

« être inséré professionnellement » ou « avoir une qualification reconnue »). C'est pour cette raison que Sen propose de quitter la base informationnelle des biens, des ressources et des droits formels pour passer à une base plus complexe mais plus riche, qui considère en premier lieu les opportunités réelles des individus.⁶⁵

Ce faisant, les opportunités sont aussi vastes qu'il y a d'individus sur la planète. Même si les ressources sont identiques au premier abord, les réalisations seront différentes d'une personne à l'autre. Farvaque et Robeyns décèlent plusieurs raisons à cela : les facteurs personnels de conversion, comme la condition physique, le sexe ou l'aptitude intellectuelle d'un individu, ou encore les facteurs sociaux de conversion, comme les politiques publiques, les normes sociales ou religieuses, les pratiques discriminatoires, l'existence de rôles sexués, les hiérarchies sociétales, les relations de pouvoir, etc. Ils ajoutent aussi les facteurs environnementaux de conversion telle l'influence du climat ou de la géographie⁶⁶. Selon ces auteurs, le schéma de Sen sort des ornières, car il ne se borne pas aux seules contraintes provenant du système de prix ou du budget des ménages. « Ce schéma considère alors les ressources comme des "inputs" et ne leur accorde qu'une valeur instrumentale ; le véritable objet de l'évaluation, ce sont les réalisations que la personne peut choisir d'accomplir »⁶⁷. Et même au niveau de l'économie du bien-être, Sugden est d'avis que le cadre théorique senien représentait un changement radical dans l'analyse conventionnelle de celle-ci⁶⁸.

Sa position par rapport aux autres approches

Dans *Inequality Reexamined*⁶⁹, Sen estime que sous l'une ou l'autre de ces deux formes (fonctionnements réalisés et ensemble-capabilité ou liberté réelle) :

[L]'approche de la capacité diffère fondamentalement des conceptions plus traditionnelles de l'évaluation individuelle et sociale fondées sur des variables du type biens premiers (comme dans les systèmes d'évaluation rawlsiens), ressources (comme dans l'analyse sociale de Dworkin) ou revenu réel (comme dans les analyses centrées sur le PNB, le PIB ou les vecteurs des biens nommés). Ces variables portent toutes sur les instruments servant à réaliser le bien-être et d'autres objectifs, et on peut aussi voir en elles les moyens de la liberté. En revanche, les fonctionnements appartiennent aux éléments constitutifs du bien-être. La capacité reflète la liberté de rechercher ces éléments constitutifs, et peut même jouer un rôle direct dans le bien-être lui-même, car décider et choisir font aussi partie de la vie.⁷⁰

En fait, les approches de Rawls, de Dworkin et celles basées sur l'enrichissement quantifié par le revenu mettent l'accent sur les moyens et les

ressources permettant d'accéder au bien-être. Même si Sen est conscient que son approche a été débattue par différents auteurs, lesquels ont cerné ses avantages comme ses insuffisances, il persiste à croire que la sienne a une plus grande portée que celles-ci. À vrai dire, il intègre les autres approches dans une démarche constructive, en leur accordant le mérite qui leur revient, mais en tentant de pallier leurs lacunes en proposant sa propre approche. Sa spécificité proviendrait du fait qu'elle permette de tenir compte de l'importance de la liberté, mais également de reprendre à son compte les atouts des autres approches⁷¹.

En particulier, la perspective [senienne] fondée sur les libertés se réapproprie le souci de l'utilitarisme pour le bien-être humain, le parti pris de libertariens en faveur du processus de choix et de la liberté d'agir, et l'attention de la théorie de John Rawls à l'égard de la liberté individuelle et des ressources nécessaires aux libertés substantielles. En ce sens, l'approche par les capacités a une étendue et une réactivité qui lui confèrent une vaste portée et qui permet, dans la démarche d'évaluation, de diriger l'attention vers des thèmes disparates, ignorés, pour certains d'entre eux, par les autres approches.⁷²

Sa mesure

Dans le modèle senien, les ressources, biens et services ou droits octroyés par l'État sont examinés en fonction des réalisations qu'un individu peut accomplir grâce à eux⁷³. En des termes plus familiers, ce n'est pas le bien ou le droit en soi qui est observé, mais ce que l'on peut en faire ou ce que l'on arrivera à accomplir avec. Or, c'est à partir de ce cadre théorique que Sen entrevoit mesurer la qualité de vie, mais plus encore. Selon lui, l'élaboration des institutions et des politiques sociales, de même que l'évaluation du bien-être, de la pauvreté et de la justice sociale, devraient se fonder sur l'étendue des capacités des individus, voire à l'aune de celle-ci⁷⁴.

Car pour Sen, la liberté humaine est à la fois l'objectif principal et le moyen premier du développement. Dans *Development as Freedom*⁷⁵, Sen conçoit que les capacités individuelles reposent sur un large réseau d'influences, mais il ajoute qu'elles « dépendent avant tout d'une configuration économique, sociale et politique. Pour orienter les institutions dans le sens le plus approprié à cette fin, il est nécessaire d'examiner le rôle instrumental que jouent les divers types de liberté »⁷⁶. Selon lui, toutes les libertés contribuent, de manière directe ou indirecte, à offrir à tous la latitude de mener une vie conforme à leurs aspirations, de telle sorte que les fonctions instrumentales de la liberté se déclinent sous des formes diverses mais complémentaires, tout en étant corrélées et connectées. Par exemple, l'existence de services d'éducation, de santé ou autres multiplie la liberté substantielle

qu'on les personnes de vivre mieux. Ces services influent sur la qualité de vie individuelle (suivi médical, prévention de la morbidité évitable et de la mortalité prématurée) et favorisent également une participation plus effective aux activités économiques et politiques.

L'analphabétisme, par exemple, est un facteur d'exclusion économique pour toutes les activités dans lesquelles la production répond à des spécifications écrites ou s'accompagne de stricts contrôles de qualité, situation qui se généralise dans le cadre de la mondialisation. De la même manière, la possibilité de lire la presse ou de communiquer par écrit facilite la participation politique.⁷⁷

Un peu comme il l'avait déjà dit dans *Commodities and Capabilities*, Sen répétera dans *Development as Freedom* que les analyses utilisant la fonction de la demande, y compris la théorie de la préférence relevée, les comparaisons d'utilité par leur base de biens, etc., ne permettent pas d'établir « des comparaisons interpersonnelles d'utilités ou de bien-être à partir des choix observés et donc, à partir des comparaisons par les revenus réels »⁷⁸. La diversité interpersonnelle est selon lui trop grande entre les âges, sexes, conditions physiques, etc., pour que le simple indicateur du revenu tienne compte des composantes du bien-être et de la qualité de vie. Lorsque l'on tente d'évaluer ces derniers éléments par le PNB, soutient Sen, l'on verse inéluctablement dans le « jugement » en accordant un poids à certains critères plutôt qu'à d'autres. Il ajoute même que de toute façon, une évaluation fondée strictement sur le revenu réel est limitée, car elle « impute un poids direct égal à zéro, à toutes les variables autres que les possessions (en particulier, à des variables aussi décisives que la mortalité, la morbidité, l'éducation, les libertés, et les droits reconnus) »⁷⁹.

Comment faire alors pour mesurer la qualité de vie ou les capacités, voire la « liberté réelle » dont nous parle Sen ? L'auteur avance quelques pistes dans *Development as Freedom*.

D'un point de vue méthodologique, il est nécessaire d'assigner, à chaque composante de la qualité de vie (ou du bien-être) son propre poids d'évaluation, et cela d'une manière explicite, puis de soumettre les poids ainsi définis à la discussion publique et à l'examen critique. Le choix des critères destinés à l'évaluation suppose des jugements de valeur et, le plus souvent, des jugements sur lesquels il n'est pas possible de parvenir à un accord. C'est une procédure inévitable dans le cadre d'un choix social de ce type. La véritable question consiste à se demander s'il est possible d'utiliser des critères susceptibles d'un large soutien public ou s'il faut s'en tenir aux indicateurs bruts, bénéficiant d'une soi-disant validité technique, tels que les mesures de revenu réel. Bien entendu, il s'agit

d'une question centrale dans la définition de la base d'évaluation des politiques publiques.⁸⁰

Ainsi, Sen n'est pas très loquace quant à la mesure explicite à adopter. Il dira plutôt que son approche fondée sur les libertés ne s'inscrit pas dans une forme unique et que « face à certains problèmes concrets, la possibilité d'y recourir, dans une version explicite, peut se révéler assez limitée »⁸¹. Selon le contexte et l'information disponible, l'approche senienne offrira de précieux aperçus, en permettant toutefois l'apport d'autres procédures, si celles-ci peuvent s'avérer utiles⁸². À quoi Sen ajoutera :

[O]n associe trop souvent perspective des capacités et minutie scrupuleuse [...], alors que l'éclectisme de la démarche mériterait d'être souligné. Affirmer l'importance de principe des capacités ne restreint en rien la variété des stratégies d'évaluation ou la possibilité de compromis pratiques. La nature pragmatique de la raison pratique exige cette combinaison.⁸³

La critique de l'approche des capacités

La majorité des économistes s'accordent pour dire que l'approche de Sen tranche avec celle du courant dominant. Mélangeant économie et philosophie, Sen ferait aujourd'hui consensus avance Bénicourt, tant ses travaux seraient bien accueillis par la Banque mondiale jusqu'aux économistes critiques⁸⁴. En réponse à Bénicourt, Farvaque et Robeyns ont dressé une liste non exhaustive des auteurs ayant critiqué les écrits de Sen, ne se bornant pas à leur aspect économique. Ils comptent Nussbaum qui l'a critiqué pour ne pas avoir établi une liste précise des capacités, Roemer qui a mis en doute la possibilité d'agrèger dans un indice les multiples capacités, Cohen qui a critiqué les concepts de fonctionnement et de capacités, Qizilbash qui a questionné l'approche quant à sa capacité à aborder les inégalités hommes-femmes, Dworkin qui a critiqué les ambiguïtés de la théorie des capacités, Navarro qui reproche à Sen son absence d'analyse des relations de pouvoir entre les organisations internationales et les pays en développement, Pogge qui défend les biens premiers rawlsiens contre les capacités, etc.⁸⁵ Après avoir fouillé la littérature, nous tenterons également d'approfondir les principales critiques faites à l'approche des capacités par d'autres auteurs.

Faible explication des motivations et de l'évaluation

Bénicourt est probablement une des auteurs qui a le plus critiqué l'approche des capacités de façon claire et détaillée, mais à la fois très vigoureuse, c'est pourquoi nous y reviendrons fréquemment. D'abord, elle allègue que si l'on

s'attarde aux fonctionnements réalisés, le schéma de Sen a lui aussi ses limites. « Sen est fort discret sur la manière dont se font les choix individuels (ceux-ci ne résultant plus de la maximisation d'une fonction, d'utilité ou autre) »⁸⁶. En citant des passages de *Commodities and Capabilities* et *Development as Freedom*, elle affirme que Sen ne développe pas suffisamment son explication des raisons ou des motivations qui poussent les individus à choisir certains fonctionnements, comment ils opèrent un « classement » qui fait en sorte que certains valoriseront un mode de vie plutôt qu'un autre, etc.⁸⁷

Puisqu'il est difficile de connaître sur quels motifs les êtres humains font leurs choix au niveau individuel, elle est d'avis que cette lacune pose également, voire davantage problème si l'on élève l'analyse au niveau collectif⁸⁸. Lorsqu'il s'agit de comparer le bien-être accompli par des individus différents, Sen propose la technique du classement par dominance. Bénicourt reprend quelques passages de *Inequality Reexamined* et de *Development as Freedom* et cherche à démontrer que même si Sen mentionne qu'avoir davantage de chaque fonctionnement ou capacité pertinente constitue une amélioration irréfutable, même s'il n'y a pas de consensus préalable sur les pondérations, et que si une personne *i* possède plus d'un fonctionnement particulier qu'une personne *j*, et autant de tous les autres fonctionnements, alors *i* a clairement un vecteur de fonctionnements ayant plus de valeur que la personne *j*, son argumentation n'est pas des plus convaincantes⁸⁹. « En dehors de ce cas très particulier, où une situation "domine" une autre, comme dans le cas du critère de Pareto, le problème demeure »⁹⁰, soutient Bénicourt.

Bénicourt pose une question clairvoyante lorsqu'elle demande comment peut-on comparer la situation d'un individu bien logé ou éduqué avec celle d'un autre qui serait en bonne santé et qui participerait à la vie de sa communauté⁹¹? À ce propos, elle remarque que Sen avait anticipé ce problème, en abordant le « classement partiel » fondé sur l'intersection des classements, à partir des préférences communes à tous les individus⁹². Toujours en citant Sen, Bénicourt relevait que même s'il permet d'encadrer et de structurer la méthode d'évaluation, le classement partiel ne réussit pas à éliminer l'indécidabilité. À en croire Sen, l'indécidabilité résiduelle ne serait pas si délétère que l'on pourrait l'imaginer, car comme toute question se rapportant au choix social et ne pouvant dès lors ne pas prétendre à l'unanimité, ce classement serait susceptible de faire l'objet d'un débat public⁹³.

À ce propos, Bénicourt note que l'indécidabilité résiduelle constitue une des critiques de Sugden dans sa recension de

Commodities and Capabilities à laquelle nous avons fait référence plus haut. Selon Sugden, Sen est particulièrement optimiste quant aux chances d'atteindre un consensus sur le classement partiel des différents fonctionnements en s'y prenant par l'intersection⁹⁴.

*But while we can all agree about the importance of surviving and being properly fed, it may be much harder to reach agreement about the relative values of less basic functionings.*⁹⁵

En poursuivant son raisonnement à propos de l'ensemble-capabilité – par lequel Sen entend qu'un individu est avantagé par rapport à un autre s'il a un nombre de fonctionnements plus élevé parmi lesquels il peut choisir –, Sugden est d'avis qu'il s'agit là d'une idée importante, mais que Sen a malheureusement peu à dire sur la façon dont celui-ci peut être évalué. N'en déplaise à leur créateur, Sugden dira que ce dernier fait bien quelques suggestions quant à l'évaluation des capacités, mais qui, au final, ne font que démontrer à quel point elles sont insatisfaisantes⁹⁶.

De fait, l'absence de mesure d'évaluation efficace mine l'opérationnalité de son approche lorsque l'on veut passer à une application concrète. Selon Srinivasan,

*Sen's argument that varying importance of different capabilities in the capability framework is analogous to the varying value of different commodities in the real-income framework is not an adequate response.*⁹⁷

Bien que les évaluations « traditionnelles » ne soient pas exemptes de critiques, comme le rappelle Sen, dans un article subséquent, Sugden maintient que « the real-income framework includes an operational metric for weighting commodities – the metric of exchange value. Similarly, Marshallian consumer theory, combined with the Kaldor-Hicks compensation test, provides an operational metric for cost-benefit analysis »⁹⁸. Du coup, l'approche senienne des capacités n'a toujours pas prouvé qu'elle dispose de mesures aussi efficaces, objectives et impartiales pour être « opérationnelle ».

Un concept inutile

La recension de *Commodities and Capabilities* par Usher est également assez critique. Ce dernier est d'avis que la contribution de Sen n'est pas très originale, tant celui-ci utilise des indicateurs déjà connus du grand public. Usher estime que dans la première annexe du livre, Sen ne fait que reprendre les indicateurs sociaux tels le PNB par habitant, l'espérance de vie, la mortalité infantile, l'alphabétisation des adultes, tous tirés des rapports de la Banque mondiale⁹⁹. Selon lui, l'intérêt d'une nouvelle théorie est de chercher à dépasser les connaissances déjà admises et d'élaborer des procédures novatrices.

It has to be shown that the old language of 'commodities' and 'utility' stands as an impediment to the development of effective social indicators and that the new language of 'commodities', 'functionings' and 'valuations' opens up hitherto unrecognized possibilities.¹⁰⁰

Par rapport à la seconde annexe du livre, Usher n'est toujours pas convaincu.

The evidence on the decline in the ratio of females to males in India over this century and on the systematic tendency to favour male children over female children in the treatment of illness and in the allocation of food in times of scarcity is interesting in itself, but seems to have little bearing on the discussion of language in the rest of the book.¹⁰¹

En somme, Usher est d'avis que l'approche des capacités n'est pas utilisée pour arriver à ces conclusions et, à dire vrai, n'est même pas vraiment nécessaire. Dans la même veine, après avoir analysé l'ouvrage de Drèze et Sen, intitulé *India: Economic Development and Social Opportunity*¹⁰² et paru en 1995, Bénicourt arrive à des conclusions presque identiques. Elle prétend à une coupure entre l'approche théorique et ses applications par Sen lui-même, où l'on ne trouve « aucune trace du choix d'une "fonction d'usage", ni de "fonction de conversion" des paniers de marchandises, ni du "vecteur de fonctionnements" qui en découlerait »¹⁰³. Un peu comme Usher, elle dira que « la lecture de ces travaux statistiques peut être faite sans rien connaître des notions proposées par Sen »¹⁰⁴.

Le développement humain

Concepts et contexte

Avant d'exposer plus en détail le développement humain, il est primordial de clarifier quelques notions fondamentales et de comprendre le contexte dans lequel il a émergé pour mieux jauger son impact. Tout d'abord, il faut se préserver de confondre croissance et développement, bien que ces deux éléments soient liés. Si l'on met de côté la définition de la croissance au niveau biologique ou purement mathématique et que l'on s'attarde essentiellement à sa dimension économique, les différents manuels de référence sont assez unanimes. La croissance est un phénomène quantitatif, mesuré à l'aide du PNB ou PIB et parfois calculé par habitant, caractérisant l'augmentation des richesses produites par un pays sur une période précise, souvent par année. Selon Bannock et ses collègues ou Capul et Garnier, même si elle est *a priori* considérée comme un élément primordial pour l'avancement des sociétés humaines, notamment en permettant l'augmentation des revenus et des niveaux de vie, la mesure de cette croissance à l'échelle nationale

n'est pas nécessairement représentative de la croissance du bien-être de la population¹⁰⁵.

Toujours dans l'unique dimension économique, le développement est quant à lui un objet qualitatif et irréversible, qui s'observe sur une plus longue période¹⁰⁶. Concrètement, il implique l'idée d'une « amélioration du bien-être de toute la population se traduisant par une hausse du revenu par tête, un accroissement de la ration alimentaire et un meilleur accès aux services de santé et d'éducation »¹⁰⁷. Dans un ouvrage qui l'a rendu célèbre, Rostow identifiait cinq étapes de développement, passant de la société traditionnelle agricole à celle urbanisée embrassant la consommation de masse¹⁰⁸. Teulon souligne que le développement est souvent empreint d'un accroissement de la qualification de la main-d'œuvre et d'une complexification de l'organisation de la production, et ajoute que le développement est différent de la croissance économique, notamment dans le calcul de cette dernière qui s'opère uniquement à travers la progression quantitative de la production¹⁰⁹. Un autre des points intéressants qu'il soulève est la « relativité » du développement en soi. En d'autres termes, son analyse n'a de pertinence que sous forme de comparaison par rapport à une situation initiale et/ou par rapport à d'autres pays. Par conséquent, il ne peut pas être déterminé par « un niveau de richesse atteint une fois pour toutes »¹¹⁰. De ce bref rappel de la littérature économique, nous retiendrons que la vision économique classique dépeint plutôt les notions de croissance et de développement comme un couple s'enrichissant mutuellement, à l'image d'un vase communicant.

Or, c'est d'ailleurs dans cet état d'esprit que les économistes et les leaders politiques baignaient à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, où la reconstruction et la croissance économique étaient perçues comme la solution idoine aux maux qui avaient affligé les États et leur population¹¹¹. La tendance générale consistait à croire que « le bien-être découlerait automatiquement de la croissance économique », et où le taux de croissance du PIB ou du PNB, consacré comme aune par excellence, saurait témoigner du développement de chaque nation¹¹². Malheureusement, aucune considération n'était portée aux iniquités quant à la répartition des revenus. Puis, dès les années 1960, la situation outrageuse dans plusieurs pays en développement traduisait l'inefficacité de l'unique croissance du revenu pour rendre compte du bien-être de la population, devant l'ubiquité du problème de la pauvreté.

Par conséquent, répartition et égalité du revenu sont devenues des objectifs supplémentaires du développement, infléchissant celui-ci en direction de la lutte contre la pauvreté. Cela a conduit à réexaminer le concept du revenu comme mesure du développement.¹¹³

Ainsi, des années 1960 aux années 1980, plusieurs auteurs dont Singer, Jolly, Streeten, Stewart, Griffin, Cornia et bien d'autres que l'on pourrait ranger dans l'école des *development studies* prise au sens large, ont rédigé sur l'emploi, l'éducation, le bien-être, l'agriculture et l'industrialisation dans les pays en développement, la faim dans le monde, etc., afin d'offrir une vision différente du développement que celle proposée par l'économie « néo-classique »¹¹⁴. C'est d'ailleurs au tournant des années 1980 que le développement selon la satisfaction des besoins essentiels (*basic needs*) a été mis de l'avant par le Bureau international du travail et quelques-uns des auteurs susmentionnés, dont Haq¹¹⁵.

Au niveau des indicateurs du développement, l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social en a examiné plusieurs dans les années 1970 et 1980 – certains ayant trait à la mortalité, la morbidité, l'urbanisation ou autres – pour les corrélés entre eux et ainsi mieux exprimer le développement socio-économique d'un pays¹¹⁶. « La relation de chaque indicateur avec le PIB par habitant a fait l'objet d'une série de régressions qui ont permis l'identification d'un seuil de développement »¹¹⁷. Le déplacement de l'observation du développement économique vers le socio-économique se concrétisait, avec un accent mis sur la pauvreté. Il ne restait plus qu'à agréger ces indicateurs en un chiffre unique, par analogie avec le revenu, ce qui a d'ailleurs été fait plusieurs années avant l'avènement de l'IDH. Le plus connu est probablement l'Indicateur physique de la qualité de la vie (IPQV), conçu par Morris en 1979, mais qui n'a malheureusement pas remporté le même succès¹¹⁸.

Ainsi, l'éclosion du concept de développement humain est véritablement survenue avec le tout premier *Rapport mondial sur le développement humain* de 1990 du PNUD, soit à peine quelques années après celle du développement durable¹¹⁹. En fait, son nom lui vient du fait qu'il place les êtres humains au centre de son analyse et insiste sur l'élargissement des choix humains. Le rapport de 1990 débutait son premier chapitre avec ces quelques phrases :

*Les individus sont la véritable richesse d'une nation. Le développement a pour objectif fondamental de créer un environnement qui offre aux populations la possibilité de vivre longtemps, en bonne santé.*¹²⁰

Bien que ces affirmations puissent paraître des plus censées, le PNUD rappelle qu'elles sont souvent oubliées « dans la course à l'accumulation des biens et des avoirs financiers »¹²¹.

La définition du PNUD

Comme nous venons de le mentionner, le PNUD a posé les jalons du concept de développement humain et défini son contenu dans le *Rapport mondial sur le développement humain* de 1990, projet dont Haq était le directeur.

Qu'est-ce que le développement humain ?

Le développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun. En principe, elles sont illimitées et peuvent évoluer avec le temps. Mais quel que soit le stade de développement, elles impliquent que soient réalisées trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. Si ces conditions ne sont pas satisfaites, de nombreuses possibilités restent inaccessibles.

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, p. 10.

Le développement humain est d'abord et surtout l'allié des pauvres, non celui des riches.

Amartya K. Sen, *Un nouveau modèle économique*, p. 148.

Malgré le fait que ces trois conditions soient mises sur un piédestal, le PNUD signale que le concept de développement humain ne s'arrête pas là. Il ratisse plus large et englobe des notions comme « la liberté politique, économique ou sociale, et aussi importantes que la créativité, la productivité, le respect de soi et la garantie des droits humains fondamentaux »¹²².

En fait, le PNUD divise le développement humain en deux aspects, qui sont assez faciles à assimiler après les explications des fondements de l'approche des capacités données plus haut. D'abord, le PNUD considère la création de « capacités personnelles » pour un individu¹²³, ou fonctionnements, pour emprunter le vocabulaire senien. L'objectif est de mettre en place des conditions faisant en sorte que tout être humain puisse atteindre et maintenir un bon état de santé et développer ses connaissances et aptitudes multiples (mise en place d'un système de santé, d'éducation, etc.). Selon Sen, cela correspond à l'augmentation de chaque fonctionnement. Ensuite, le PNUD s'attarde à « l'emploi que les individus font de ces capacités dans leurs loisirs, à des fins productives ou culturelles, sociales et politiques »¹²⁴. En d'autres termes, l'objectif qui sous-tend ce deuxième aspect est que les individus puissent profiter de ces « capacités » acquises, pour les utiliser à leur gré, dans des activités professionnelles ou dans leurs loisirs. Dans le cadre théorique senien, il s'agit d'élargir le nombre de fonctionnements constitutifs du bien-être, parmi lesquels les

individus peuvent piger pour adopter le mode de vie qu'ils désirent, donc d'améliorer leur capacité. Comme nous l'avons déjà évoqué, Sen soutient que la capacité (ou l'ensemble-capabilité) représente la liberté substantielle de mettre en œuvre diverses combinaisons de fonctionnements, pour un plus grand épanouissement de l'individu et donc une meilleure qualité de vie.

Bref, le développement humain doit tenir compte de ces deux aspects, sans quoi l'épanouissement des individus est compromis. Par conséquent, même si l'amélioration du revenu semble accroître l'éventail de choix pour les individus, il n'est qu'un *moyen* et non une *fin*¹²⁵. Car tout dépend de l'usage qu'on en fait. Afin de convaincre les sceptiques, le PNUD dira que l'argent peut servir à acheter des médicaments aussi bien que des stupéfiants¹²⁶.

*Selon les pays, l'expérience montre qu'un niveau de revenus modeste peut s'accompagner d'une bonne qualité de vie et qu'à l'inverse elle peut être déplorable à de hauts niveaux de revenus.*¹²⁷

Qui plus est, la persistance, voire la prolifération de problèmes majeurs dans les pays dits « avancés », contredit l'axiome véhiculé depuis voulant que le revenu élevé constitue en soi une garantie du progrès humain¹²⁸.

Afin de nous référer à un concept mieux connu du grand public, nous pourrions dire que le développement humain compte plusieurs similitudes avec la satisfaction des besoins dénombrés par Maslow dans sa fameuse pyramide éponyme¹²⁹.

L'Indice du développement humain

Les composantes

Alors que le PNUD avait dorénavant développé un concept frais et novateur, il fallait tenter de le rendre opérationnel en le mesurant. Comme nous l'avons dit dans notre introduction, Sen a été sollicité par Haq en 1989, peu après que ce dernier ait été nommé directeur du projet des rapports mondiaux sur le développement que le PNUD envisageait de publier, de telle sorte qu'à la demande de Haq, Sen a participé à la mise au point d'une mesure du bien-être social pour les rapports à paraître.

*Haq voulait un chiffre unique, et non un vecteur ou un ensemble de chiffres, qui irait plus loin que le PNB et tiendrait compte des différents facteurs influant sur les possibilités offertes aux humains et sur leur bien-être.*¹³⁰

Au départ, Sen était un peu réticent à l'idée, car cette mesure serait selon lui très sommaire. Haq l'aurait convaincu en lui disant qu'elle serait aussi « ordinaire » et simple que le PNB, mais plus précise, en déplaçant l'attention vers les

êtres humains¹³¹. C'est ainsi qu'en 1990, le premier *Rapport mondial sur le développement humain* a été publié et comptabilisait 130 pays.

En 1990, l'IDH de chaque pays était calculé selon la durée de vie, mesurée d'après l'espérance de vie à la naissance, l'éducation, mesurée par le taux d'alphabétisation des adultes, et enfin le niveau de vie, mesuré par le PIB réel par habitant ajusté au pouvoir d'achat. L'IDH était obtenu en fonction de la moyenne de ces trois indicateurs, c'est pourquoi il s'agit d'un indice composite, c'est-à-dire un indice qui en agrège d'autres. Les pays sont ensuite classés selon leur résultat allant de 0 à 1, où 1 serait la plus haute note. À première vue, ces indicateurs ne semblent pas suffisants pour rendre compte du bien-être de toutes les populations, tant leur nombre est limité et leur calcul trop « inconsistant ». En réponse à cela, le PNUD a soutenu qu'un « système idéal de mesure et de contrôle du développement humain devrait inclure de nombreuses variables, de manière à en fournir une image aussi complète que possible »¹³². Cependant, ce vœu était difficilement réalisable, avançaient les auteurs du rapport de 1990, notamment à cause de l'absence de statistiques pertinentes comparables. En outre, ceux-ci arguèrent que trop d'indicateurs auraient pu transmettre une image confuse et détourner l'attention des dirigeants politiques des principales tendances générales, ce qui n'était pas le but recherché¹³³.

Revue des critiques

Dès la sortie du rapport de 1990, l'engouement autour du nouvel indice a été mitigé. Les milieux académiques ont rapidement apporté leurs critiques. Car comme le disent Perkins, Radelet et Lindauer, « nombreux sont ceux qui seraient d'accord avec le concept fondamental sous-jacent au développement humain », mais c'est le passage du concept à la mesure qui pose problème¹³⁴.

Bagolin et Comim ont tenté de faire une revue générale des critiques. D'abord, plusieurs auteurs ont contesté la qualité des données utilisées dans l'IDH et ses lacunes méthodologiques. Dans l'article cité plus haut, Srinivasan alléguait que l'indice est faible au niveau conceptuel et bancal empiriquement¹³⁵. Ce dernier dira : « the weakness of the data on each of the components of HDI can hardly be overemphasized »¹³⁶. Si Trabold-Nubler a plutôt relevé les problèmes liés à l'application de la formule de l'utilité marginale décroissante du revenu (formule d'Atkinson), Desai, de son côté, s'est surtout attardé aux procédures d'agrégation, qu'il juge insatisfaisantes¹³⁷. Bagolin et Comim résumant sa pensée ainsi :

[B]etter information and techniques are needed to solve issues such as the way longevity is considered; how much importance attribute to each level of education and especially how the

*life standard is represented by GNP or GDP per capita.*¹³⁸

Même son de cloche pour Hopkins, qui désapprouve les pondérations et le choix des composantes, où additionner la longévité à l'alphabétisation serait aussi futile qu'additionner des bananes avec des oranges, soutient-il¹³⁹.

Selon Bagolin et Comim, nombre d'auteurs ont également insisté sur la mauvaise représentation que fait l'IDH du développement humain, fermant les yeux sur plusieurs dimensions fondamentales. Dasgupta et Weale, par exemple, ont décrié l'accent mis sur la sphère socio-économique de la vie, mettant de côté les libertés civiles et politiques¹⁴⁰. Toujours d'après Bagolin et Comim, Ram soutient que l'IDH ne contient pas de mesures d'inégalité à proprement parler et que les inégalités entre les nations ne sont pas prises en compte dans l'indice¹⁴¹. Enfin, Hicks ajoute l'absence de mesures d'inégalité à l'intérieur des pays entre les groupes sociaux et les sexes¹⁴². Enfin, dans son article cité plus haut, Srinivasan dira aussi que la variation de l'IDH n'a pas vraiment d'influence sur les politiques de développement entreprises et qu'au final, le rapport annuel de PNUD et son indice n'apportent rien de neuf¹⁴³.

Plus récemment, ce que l'on a appelé la Commission « Stiglitz » en France et dont Sen faisait partie, qui visait à déterminer les insuffisances du PIB comme indicateur des performances économiques et du progrès social en tentant d'aboutir à des mesures plus pertinentes¹⁴⁴, a aussi traité des diverses faiblesses de l'IDH. La plus importante est sans doute la différence de classement des pays par l'IDH vis-à-vis celui par le PIB, à laquelle les auteurs du rapport de la Commission ont toutefois apporté des éléments de réponse. Si l'on se replace dans le contexte, la grande nouveauté du *Rapport mondial sur le développement humain* de 1990 était qu'à l'aide d'un graphique présentant deux courbes – celle de l'IDH distincte de celle du PIB par habitant –, qui fut assez publicisé d'ailleurs, celui-ci prétendait jeter un pavé dans la marre et rompre le sacro-saint lien unissant la croissance du revenu au développement des êtres humains. Par contre, d'autres études subséquentes exposant des comparaisons entre ces deux valeurs ont suggéré que l'accroissement des revenus élève systématiquement l'IDH, en observant toutefois quelques nuances¹⁴⁵. Les auteurs du rapport de la Commission « Stiglitz » reconnaissent cette tendance, mais soutiennent que lorsqu'elle est élargie à l'ensemble des pays sans égard à leur niveau de développement :

[L]a corrélation entre croissance du PIB et évolution de l'IDH au cours de la période 1990-2006 n'est que de 0,44. En particulier, certains pays pauvres, tels que l'Égypte, la Tunisie et le

*Bangladesh, ont enregistré de notables améliorations de leur IDH avec une croissance économique qui n'était que modérée, alors que d'autres ont connu une croissance économique significative et ont vu leur IDH baisser. Cela souligne le fait que sur des périodes de temps raisonnablement longues, la croissance du PIB peut se corrélér faiblement avec les évolutions des dimensions du bien-être non liées au revenu.*¹⁴⁶

Cette explication vient donc tempérer les critiques sur la pertinence de l'IDH, qui a été mise à mal à quelques reprises, et raffermir sa légitimité.

Les améliorations apportées

En 2010, le *Rapport sur le développement humain* du PNUD comptabilisait les données de 243 pays ou territoires, mais présentait un IDH pour 173 d'entre eux¹⁴⁷. Outre les améliorations au niveau des données observées et de la méthodologie du calcul de l'IDH¹⁴⁸, qui passe notamment d'une moyenne arithmétique à géométrique des trois indicateurs originels, trois nouveaux indices ont vu le jour. Pour la vingtième édition de son rapport annuel, le PNUD a présenté l'Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), qui a pour objectif d'adapter l'IDH moyen des individus de chaque pays, en tenant compte des inégalités de chacune des trois dimensions originelles¹⁴⁹. L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) est une version améliorée de l'Indice de pauvreté humaine (IPH-1, créé en 1997). Il mesure les graves manques dont souffrent les individus et les microdonnées qu'il agrège proviennent d'enquêtes auprès des ménages : éducation (nombre d'enfants inscrits à l'école et années de scolarité), santé (nutrition, mortalité infantile) et niveau de vie (accès à l'eau, toilettes, électricité, etc.)¹⁵⁰. Cet indice semble définitivement s'inscrire dans l'approche de Sen qui, dans *Development as Freedom*, présente le sous-développement et la pauvreté sous l'angle des privations comme des non-libertés. En contrepartie, il conçoit le développement comme un processus d'élimination des non-libertés et d'extension des libertés substantielles¹⁵¹. Et enfin, dans les autres nouveautés du rapport de 2010, nous pouvons compter l'Indice des inégalités de genre (IIG), qui exprime le désavantage des femmes sur plusieurs plans, notamment la santé génésique, l'autonomisation et le taux d'activité sur le marché de l'emploi¹⁵². Celui-ci vient donc remplacer les anciens Indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH, créé en 1995) et Indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique (IPF, créé en 1995) en une formule plus actualisée.

Dans les premières pages du rapport de 2010, l'on peut lire que :

[D]epuis 20 ans, l'IDH a reçu sa part de critiques. Certains contestent sa construction et

*sa composition. D'autres suggèrent de l'élargir à d'autres dimensions, allant de l'équité de genre à la biodiversité.*¹⁵³

Sans juger de ces commentaires, certainement en partie constructifs puisqu'ils ont mené à des améliorations notables de l'IDH, le PNUD affirme que l'objectif *pratique* n'est pas de construire un indicateur parfait et incritiquable. Au contraire :

*[I]l s'agit de rectifier le tir en direction d'un développement centré sur l'individu et de promouvoir un débat sur la manière dont nous faisons avancer les progrès au sein des sociétés.*¹⁵⁴

Peut-être pour se protéger contre les critiques à venir, mais fort probablement pour reprendre la logique chère au concept du développement humain qui est de s'attarder aux fins plutôt qu'aux moyens, les rédacteurs du rapport de 2010 sont d'avis que l'attention des débats tournée vers les imperfections de l'IDH rend ceux-ci quelque peu stériles. Les rédacteurs diront que les longues discussions renvoyant à sa composition, aux pondérations, à l'exactitude des données ou aux méthodes de calcul, au final, n'auront pour effet que « d'éloigner le débat de la focalisation opiniâtre axée sur la croissance [économique], ce maître-mot qui avait depuis longtemps envahi la réflexion sur le développement »¹⁵⁵.

Conclusion

En fin de compte, dira Sen, l'apport des publications du PNUD et de l'IDH, comme celui de toutes les autres analyses où est comparé le bien-être, est d'avoir jeté un éclairage précieux sur les fins plutôt que les moyens du développement. Longtemps associé à la croissance économique, celui-ci a évolué avec le nouveau paradigme du développement humain, qui puise son essence dans l'approche senienne des capacités. Qu'il s'agisse de l'Indicateur physique de la qualité de la vie (IPQV) conçu par Morris en 1979, de l'IDH ou de tout autre indicateur comparant le bien-être sous différents aspects¹⁵⁶, même si chacun a vu sa méthodologie critiquée à maints égards, il n'empêche qu'une bonne quantité de données empiriques a été réunie et a permis des analyses pénétrantes. En commentant celles-ci, y compris les rapports mondiaux du PNUD accompagnant l'IDH, Sen souligne que les champs d'études se rapportant à l'économie du bien-être et au choix social sont maintenant beaucoup plus larges et mieux documentés qu'ils ne l'étaient lorsqu'il travaillait sur la question dans les années 1960 et 1970. La richesse du corpus théorique et empirique fourni par ces analyses permet de meilleures interprétations et des bases informationnelles alternatives pour le choix social¹⁵⁷.

Même si Sen a participé à l'élaboration de l'IDH à la demande de Haq et qu'il ait eu quelques réserves sur la simplicité de l'indice au départ, ce fait saillant dans sa carrière n'est pas anodin et rejoint la réflexion qui l'anime depuis sa jeunesse. Déjà du temps de l'ouvrage *Collective Choice and Social Welfare* et avant, lorsqu'il était étudiant à Cambridge, Sen s'était penché sur les propriétés des décisions collectives à travers le *théorème de l'impossibilité* d'Arrow. Outre la réflexion intellectuelle qu'elle suscite, la théorie du choix social est importante pour Sen, car elle se prête à des questions politiques et sociales¹⁵⁸. En revenant sur ce théorème que Sen admire pour ses contributions analytiques manifestes dans le champ des sciences sociales, il maintient tout de même que celui-ci « n'invalide en rien les mécanismes de décision qui reposent sur des bases d'information plus larges ou différentes de celles nécessaires aux règles de vote »¹⁵⁹. Au contraire, Sen a plutôt tendance à croire que « lorsqu'il s'agit de prendre des décisions économiques sur des questions sociales, il est tout à fait naturel de recourir à un autre type d'informations »¹⁶⁰. Dans sa perception, les différends d'ordre socio-économique ne peuvent pas toujours trouver une issue juste et équitable à travers la règle du vote à la majorité. Si celle-ci mène à des abus ou une négligence des moins favorisés, et cela est d'autant plus plausible si ces derniers n'expriment par leur opinion par le vote, Sen est d'avis que

*[U]ne véritable estimation du partage de notre gâteau devrait s'appuyer sur d'autres règles sociales. Pour être acceptables, celles-ci devraient prendre en compte toutes sortes de faits pertinents de nature diverse : qui est plus pauvre que qui, quels avantages, en termes de bien-être ou de biens essentiels, sont liés au partage choisi, par quels moyens le gâteau est-il "gagné" ou "accaparé", etc.*¹⁶¹

Toujours par rapport aux travaux d'Arrow, Sen affirme qu'ils démontrent que « ce qui est possible ou non dépend, pour une large part, des informations prises en compte dans le processus de décision sociale. On voit ainsi qu'en élargissant la base d'informations, on parvient à obtenir des critères logiques et cohérents pour une évaluation économique et sociale »¹⁶².

Autrement dit, la diffusion de l'IDH et des analyses contenues dans les rapports annuels du PNUD a une fonction qui va au-delà d'une banale classification par pays. À cet effet, dans son introduction du *Rapport sur le développement humain* de 2010, Sen écrivait :

En 1990, la compréhension publique du développement fut galvanisée par la publication du premier Rapport sur le développement humain. Sous la conduite du visionnaire Mahbub ul Haq, ce Rapport eut un effet profond sur la manière dont les décideurs, les agents de la fonction publique et les médias, tout comme

*les économistes et autres chercheurs en sciences sociales, considèrent l'avancement sociétal.*¹⁶³

Nous pouvons ainsi comprendre que l'IDH et son rapport cherchent à rendre compte de l'élargissement des possibilités et libertés humaines, mais ont aussi eu comme effet d'élargir les débats publics et la prise de décisions des leaders politiques afin de répondre aux problèmes socio-économiques auxquels sont confrontés les citoyens. D'ailleurs, en 1976, Sen avait proposé une nouvelle mesure de pauvreté, sans doute plus exacte et « scientifique » que l'IDH, qui considérait la « privation relative » des individus : le *Sen Poverty Index*¹⁶⁴. Cette mesure était davantage connue des milieux universitaires et des décideurs politiques, mais c'est tout de même grâce à celle-ci, ainsi que ses travaux sur la théorie du choix social, qu'il a remporté le prix d'économie à la mémoire d'Alfred Nobel¹⁶⁵. Cette mesure se différencie aussi des outils monétaires habituellement utilisés, mais elle a eu moins d'écho dans les cercles citoyens de « non initiés ».

Malgré la difficile évaluation des concepts de fonctionnements et de capacités envisagée par Sen, l'IDH allié aux trois nouveaux indices du PNUD présente tout de même des résultats intéressants, quoique insuffisants pour évaluer la quantité de choix disponibles pour chaque individu. Cependant, il faut souligner que l'objectif de mesurer la « liberté réelle » est un projet particulièrement ardu et audacieux. Or, l'IDH demeure une contribution majeure parce qu'il est aujourd'hui accepté internationalement et qu'il est fréquemment utilisé. D'ailleurs, c'est en grande partie grâce à cet indice que les rapports annuels du PNUD sont autant consultés et peuvent accroître leur impact, en présentant maintes informations liées au développement humain dans son ensemble. Sen rappelle que :

*[C]et indicateur simple était clair et a reçu une attention soutenue. Il a permis à la réalité complexe contenue dans le reste du rapport de trouver un lectorat intéressé.*¹⁶⁶

Outre les rapports mondiaux, il faut savoir qu'à ce jour, « plus de 600 *Rapports sur le développement humain* nationaux – préparés, rédigés et publiés dans leurs pays respectifs – ainsi que les nombreux rapports provocateurs couvrant les diverses régions du monde avec l'appui des bureaux régionaux du PNUD » ont été publiés¹⁶⁷. Pour les pays composés de groupes ethniques minoritaires, par exemple, l'évaluation de l'IDH a donné des résultats contrastés ; pensons aux résultats différents des Afro-américains et Latino-américains comparativement au reste de la population blanche, ou aux communautés des Premières Nations au Canada, qui avaient également un IDH plus faible que le reste de la population

nationale¹⁶⁸. Mais plus fondamentalement encore, l'IDH comme les rapports du PNUD s'inscrivent dans une réflexion plus large sur la création de la richesse et ses bénéficiaires. Ils questionnent les notions de *croissance*, *développement* et *progrès*. Car épouser des idéaux de meilleure redistribution ou de bien-être de la population est une chose noble diront certains, mais encore faut-il pouvoir l'évaluer pour avoir un portrait précis de la situation et ensuite orienter des politiques dans cette direction, puis être capable d'en mesurer l'impact sur une longue période.

Qui plus est, les huit objectifs découlant de la *Déclaration du Millénaire*¹⁶⁹ rejoignent tout à fait les desseins du PNUD, avec peut-être encore plus d'attention, considérant qu'ils relèvent d'un vote à l'Assemblée générale de l'ONU et que le Secrétaire général en est le porte-étendard. Dans le même esprit que les rapports annuels du PNUD, les Objectifs du Millénaire proposent un développement centré sur les êtres humains qui s'adresse davantage aux pays pauvres.

Enfin, pour dire un dernier mot sur l'IDH, Sen l'a assez bien résumé dans une entrevue qu'il donnait à *Finances & Développement* :

*[S]i vous pensez que l'indice soulève des questions sur le PNB mais que vous ne vous en tenez pas là, il a accompli sa mission.*¹⁷⁰

Ce à quoi le *New York Times* a ajouté en mai 2010 :

*[S]o far only one measure has succeeded in challenging the hegemony of growth-centric thinking. This is known as the Human Development Index, which turns 20 this year.*¹⁷¹

N'en déplaise à ceux qui trouvent l'IDH trop sommaire, qu'ils aient raison ou tort, force est d'admettre que ceci constitue déjà un accomplissement considérable. Ajoutons aussi que les nouveaux indicateurs apparus depuis sa création tentent de pallier les lacunes de celui-ci, en dépit de sa propre évolution également. De plus, Sen ne cache pas que la communauté internationale a tout avantage à contribuer à l'avancement de la compréhension, voire au perfectionnement d'outils d'analyse toujours plus fins¹⁷². En conclusion, nous dirons que l'IDH est victime de ce qui a fait son succès. Il est simple car il repose sur un seul chiffre, c'est pourquoi il est si populaire mais à la fois incomplet.

Notes et références

¹ Dominique Roux, *Nobel en économie*, 3^e éd., Paris, Economica, 2007, p. 439.

² Laura Wallace, « La liberté, source de progrès », entretien avec A. Sen, *Finances & Développement*, vol. 41, no 3 (septembre 2004), p. 4.

³ Dominique Roux, *op. cit.*, p. 440.

⁴ Kaushik Basu, « Amartya Sen, Economics Nobel Laureate 1998 », *Challenge*, vol. 42, no 2 (mars-avril 1999), p. 47.

⁵ Les crochets sont de nous. Robert L. Pollock, « The Wrong Economist Won », *Wall Street Journal* (New York), 15 octobre 1998, p. 1. L'événement a aussi été traité par *Business Week*, avec un titre plutôt évocateur : Peter Coy, « The Mother Teresa of Economics », *Business Week*, 26 octobre 1998, p. 44.

⁶ Les crochets sont de nous. Gilles Dostaler, « Amartya Sen, l'économie au service du développement », *Alternatives économiques*, no 242 (décembre 2005).

⁷ Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 5.

⁸ Sakiko Fukuda-Parr, « Millennium Development Goals: Why they Matter », *Global Governance*, vol. 10, no 4 (octobre-décembre 2004), p. 396.

⁹ Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 5.

¹⁰ Sakiko Fukuda-Parr, *loc. cit.*, p. 396 ; Mahbub ul Haq et Shahid Javed Burki, *Besoins essentiels. Document de synthèse*, Washington D.C., Banque mondiale, 1980 ; Mahbub ul Haq, *Reflections on Human Development. How the Focus of Development Economics Shifted from National Income Accounting to People-Centred Policies, told by one of the chief architects of the new paradigm*, New York, Oxford University Press, 1995.

¹¹ Sakiko Fukuda-Parr, *loc. cit.*, p. 396 ; Dwight H. Perkins, Steven Radelet et David L. Lindauer, *Économie du développement*, 3^e éd., Bruxelles, De Boeck Université, 2008, p. 66 ; Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 5.

¹² Il s'agit de la nouvelle appellation pour désigner Calcutta, depuis 2001.

¹³ Il s'agit de la nouvelle appellation pour désigner la Birmanie ou le Myanmar, depuis 2010.

¹⁴ Amartya K. Sen, « Biography of Amartya Kumar Sen », in *Nobel Lectures in Economic Sciences (1996-2000)*, sous la dir. de Torsten Persson, Singapour, World Scientific, 2003, p. 161.

¹⁵ La raison principale évoquée par Planeta pour justifier le déplacement de Sen est que son père, Ashutosh Sen, a voulu mettre sa famille à l'abri au moment où la Deuxième Guerre mondiale éclata. De par son éloignement géographique, Santiniketan représentait une ville sécuritaire pour se prémunir contre les éventuels bombardements japonais. Magdalena Planeta, « L'influence intellectuelle en économie : le cas d'Adam Smith et d'Amartya Sen », mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006, p. 42.

¹⁶ Amartya K. Sen, « Biography of Amartya Kumar Sen », *op. cit.*, p. 161-162.

¹⁷ Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 4.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Steven Pressman et Gale Summerfield, « The Economic Contributions of Amartya Sen », *Review of Political Economy*, vol. 12, no 1 (2000), p. 90.

²¹ Arjo Klamer, « A Conversation with Amartya Sen », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 3, no 1 (1989), p. 136.

²² W. Gaertner et P. K. Pattanaik, « An Interview with Amartya Sen », *Social Choice and Welfare*, vol. 5,

no 1 (1988), p. 69. Le baccalauréat de Sen est composé d'une mineure en mathématique et d'une majeure en économie. Amartya K. Sen, « Biography of Amartya Kumar Sen », *op. cit.*, p. 165.

²³ W. Gaertner et P. K. Pattanaik, *loc. cit.* p. 69.

²⁴ Arjo Klamer, *loc. cit.*, p. 136.

²⁵ Dominique Roux, *op. cit.*, p. 440. Sen a refait un baccalauréat « *in pure economics* » qu'il a rapidement terminé en deux ans. Amartya K. Sen, « Biography of Amartya Kumar Sen », *op. cit.*, p. 165.

²⁶ Arjo Klamer, *loc. cit.*, p. 137.

²⁷ Parmi les pro-keynésiens, Roux compte R. Kahn, N. Kaldor et J. Robinson (laquelle ne cessait de s'opposer aux néo-classiques) et leurs adversaires intellectuels tels D. Robertson, H. Johnson, M. Farrel. Dominique Roux, *op. cit.*, p. 440.

²⁸ Arjo Klamer, *loc. cit.*

²⁹ *Ibid.*, p. 137-139. Amiya Dasgupta était en fait un collègue du père de Sen à l'Université de Dhaka et était considéré comme un proche de la famille. Le livre de Sen, *Poverty and Famines*, est d'ailleurs dédié à Dasgupta. Magdalena Planeta, *op. cit.*, p. 54.

³⁰ Dominique Roux, *op. cit.*, p. 440.

³¹ Les crochets sont de nous. *Ibid.* Sa thèse a été publiée en livre en 1960 et réimprimée ensuite cinq fois. La première édition a la référence suivante : Amartya K. Sen, *Choice of Techniques : An Aspect of the Theory of Planned Economic Development*, Oxford, Basil Blackwell, 1960. Le prix de thèse auquel Roux fait référence est le prestigieux *Prize Fellowship* du Trinity College. « The Prize Fellowship gave me four years of freedom to do anything I liked (no questions asked), and I took the radical decision of studying philosophy in that period. I had always been interested in logic and in epistemology, but soon got involved in moral and political philosophy as well (they related closely to my older concerns about democracy and equity) ». Sen a donc écourté son séjour à Kolkata et est retourné à Cambridge plus rapidement qu'il ne l'avait prévu pour y travailler, en fait pour s'adonner à son « nouveau » champ d'intérêt. Amartya K. Sen, « Biography of Amartya Kumar Sen », *op. cit.*, p. 167.

³² Arjo Klamer, *loc. cit.*, p. 141.

³³ Vivian Walsh, « Smith After Sen ». *Review of Political Economy*, vol. 12, no 1 (2000), p. 5.

³⁴ Arjo Klamer, *loc. cit.*, p. 141.

³⁵ Emmanuelle Bénicourt, « Amartya Sen : un bilan critique », *Cahiers d'économie politique*, no 52 (juillet 2007), p. 68, se référant à Amartya K. Sen, *On Ethics and Economics*, Oxford, Blackwell, 1987, p. 45.

³⁶ Frédéric Teulon, « COMMONS John », in *Dictionnaire des grands économistes. 2 500 ans d'histoire de la pensée économique*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, p. 55.

³⁷ Robert W. Dimand, « Keynesian Revolution », in *Encyclopedia of Political Economy*, sous la dir. de Anthony O'Hara, Londres et New York, Routledge, 1999, p. 627.

³⁸ Frédéric Teulon, « SEN Amartya », in *Dictionnaire des grands économistes. 2 500 ans d'histoire de la pensée économique*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, p. 294-295.

³⁹ *Ibid.*, p. 294.

⁴⁰ Amartya K. Sen, *Collective Choice and Social Welfare*, San Francisco, Holden-Day, 1970.

⁴¹ Kenneth J. Arrow, *Social Choice and Individual Values*, New York, Wiley, 1951.

⁴² Samuel Ferey, « Choix collectifs et bien-être social, d'Amartya K. Sen », in *Dictionnaire de l'Économie*, sous la dir. de Jézabel Couppey-Soubeyran,

Paris, Encyclopaedia Universalis/Albin Michel, 2007, p. 130.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Frédéric Teulon, « SEN Amartya », *op. cit.*, p. 294.

⁴⁵ Amartya K. Sen, « The Possibility of Social Choice », *The American Economic Review*, vol. 89, no. 3 (juin 1999), p. 355, se référant à Amartya K. Sen, *Collective Choice and Social Welfare*, *op. cit.*, et Amartya K. Sen, « The Impossibility of a Paretian Liberal », *Journal of Political Economy*, vol. 78, no 1, (janvier-février 1970), p. 152-157.

⁴⁶ Frédéric Teulon, « SEN Amartya », *op. cit.*, p. 294.

⁴⁷ Samuel Ferey, *op. cit.*, p. 130.

⁴⁸ Steven Pressman et Gale Summerfield, *loc. cit.*, p. 91.

⁴⁹ Amartya K. Sen, *On Economic Inequality*, New York, W.W. Norton, 1973.

⁵⁰ *Id.*, *Levels of Poverty: Policy and Change*, Washington D.C., Banque mondiale, 1980.

⁵¹ Frédéric Teulon, « SEN Amartya », *op. cit.*, p. 294

⁵² Amartya K. Sen, *Poverty and famines: An essay on entitlement and deprivation*, Oxford, Oxford University Press, 1981.

⁵³ *Ibid.*, p. 162.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 1-8.

⁵⁵ Frédéric Teulon, « SEN Amartya », *op. cit.*, p. 294.

⁵⁶ Amartya K. Sen, *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North-Holland, 1985.

⁵⁷ Selon Bénicourt, Sen a employé la notion de capabilité pour une première fois dans une conférence qu'il a donnée à l'Université Stanford en 1979, où il critiquait trois conceptions de l'égalité (l'égalité utilitariste, l'égalité de l'utilité totale et l'égalité rawlsienne). Dans son livre *Choice, Welfare, and Measurement* (1979), il proposa une autre conception voulant dépasser celles-ci et utilisa la notion de capabilités « de base », précise Bénicourt. En 1983, il intégra à nouveau cette notion dans deux articles traitant de la pauvreté et du développement. Emmanuelle Bénicourt, « Amartya Sen : un bilan critique », *loc. cit.*, p. 58.

⁵⁸ Robert Sugden, « Commodities and Capabilities », *The Economic Journal*, vol. 96, no 383 (septembre 1986), p. 820.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Nicolas Farvaque et Ingrid Robeyns, « L'approche alternative d'Amartya Sen : réponse à Emmanuelle Bénicourt », *L'Économie politique*, no 27 (juillet 2005), p. 40, se référant à K. Basu et L. F. Lopez-Calva, « Functionings and Capabilities », chap. 22 in *Handbook of Social Choice and Welfare*, vol. 2, sous la dir. de K. Arrow, A. Sen et K. Suzumura, Amsterdam, North Holland, 2005, parag. 1.

⁶² Le mot anglais *capability* est généralement traduit en français par le néologisme *capabilité* plutôt que *capacité*. À vrai dire, les deux se retrouvent dans la littérature, tant dans les traductions françaises des ouvrages de Sen que dans les publications scientifiques ayant traité du concept. Nous avons opté pour le mot *capabilité*, car nous estimons qu'il est plus fidèle à l'esprit de leur auteur et qu'il se réfère à un champ sémantique plus vaste que celui de *capacité*. Dès lors, nous avons remplacé le mot *capacité* par *capabilité* dans certaines citations empruntées à des ouvrages traduits en français, afin de faciliter la lecture du texte et de maintenir une cohérence.

⁶³ Amartya K. Sen, *Commodities and Capabilities*, *op. cit.*, p. 10.

⁶⁴ *Id.*, *Un nouveau modèle économique*, *op. cit.*, p. 83.

⁶⁵ Les parenthèses et les italiques sont des auteurs. Nicolas Farvaque et Ingrid Robeyns, *loc. cit.*, p. 40-41.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 41.

⁶⁷ Les italiques et les guillemets sont des auteurs. *Ibid.*

⁶⁸ « Sen makes a radical departure from conventional welfare economics. In conventional welfare economics, each person's welfare is evaluated in terms of *his own* preferences, and then social welfare is construed as some kind of aggregate of individuals' welfares. [But in Sen's system] a person's ranking of vectors seems to express his view, not about what makes a good life *for him*, but about what makes a good life *for anyone*. Thus we cannot agree on what makes a good society unless we first agree on how to rank functioning vectors ». Les italiques sont de l'auteur, les crochets sont de nous. Robert Sugden, « Commodities and Capabilities », *loc. cit.*, p. 821.

⁶⁹ Amartya K. Sen, *Inequality Reexamined*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1992.

⁷⁰ *Id.*, *Repenser l'inégalité*. Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 68-69. Ce livre est la traduction française de *Inequality Reexamined*, *op. cit.*

⁷¹ *Id.*, *Un nouveau modèle économique*, *op. cit.*, p. 92-93.

⁷² Les crochets sont de nous. *Ibid.*, p. 93.

⁷³ Nicolas Farvaque et Ingrid Robeyns, *loc. cit.*, p. 40.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Amartya K. Sen, *Development as Freedom*, New York, Alfred A. Knopf, 1999.

⁷⁶ *Id.*, *Un nouveau modèle économique. Développement, Justice, Liberté*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 61-62. Ce livre est la traduction française utilisée de *Development as Freedom*, *op. cit.* Par libertés instrumentales, Sen entend les libertés politiques, facilités économiques, opportunités sociales, garanties de transparence et la sécurité protectrice. Amartya K. Sen, *Un nouveau modèle économique*, *op. cit.*, p. 48.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 49.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 87.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 88.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 88-89.

⁸¹ *Ibid.*, p. 93.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*, p. 92.

⁸⁴ Emmanuelle Bénicourt, « Sen : du texte à ses interprétations », *L'Économie politique*, no 27 (juillet 2005), p. 54.

⁸⁵ Nicolas Farvaque et Ingrid Robeyns, *loc. cit.*, p. 39, se référant à M. Nussbaum, « Nature, Function and Capability : Aristotle on Political Distribution », *Oxford Studies in Ancient Philosophy*, suppl. vol., 1988, p. 145-184, et *id.*, « Capabilities as Fundamental Entitlements : Sen and Social Justice », *Feminist Economics*, vol. 9, no 2-3 (2003), p. 33-59 ; J. Roemer, *Theories of Distributive Justice*, Harvard, Harvard University Press, 1996 ; A. G. Cohen, « Equality of What? On Welfare, Goods and Capabilities », in *The Quality of Life*, sous la dir. de M. Nussbaum et A. Sen, Oxford, Clarendon Press, 1993, p. 9-29 ; M. Qizilbash, « A Weakness of the Capability Approach with Respect to Gender Justice », *Journal of International Development*, vol. 9, no 2 (1997), p. 251-262 ; R. Dworkin, *Sovereign Virtue*, Harvard, Harvard University Press, 2000 ; V. Navarro, « Development and Quality of Life: A Critique of Amartya Sen's "Development as Freedom" », *International Journal of Health Services*, vol. 30, no 4 (2000), p. 661-674 ; T.

Pogge, « Can the Capability Approach Be Justified ? », *Philosophical Topics*, vol. 30, no 2 (2002), p. 167-228.

⁸⁶ Emmanuelle Bénicourt, « Amartya Sen : un bilan critique », *loc. cit.*, p. 63-64.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 64, se référant à Amartya K. Sen, *Commodities and Capabilities*, *op. cit.*, p. 36 et Amartya K. Sen, *Development as Freedom*, New York, Anchor Books, 1999, p. 18.

⁸⁸ Emmanuelle Bénicourt, « Amartya Sen : un bilan critique », *loc. cit.*, p. 64.

⁸⁹ *Ibid.*, se référant à Amartya K. Sen, *Inequality Reexamined*, Oxford, Clarendon Press, 1992, p. 46 et Amartya K. Sen, *Development as Freedom*, New York, Anchor Books, 1999, p. 78.

⁹⁰ Les guillemets sont de l'auteure. Emmanuelle Bénicourt, « Amartya Sen : un bilan critique », *loc. cit.*, p. 64.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*, se référant à Amartya K. Sen, *Commodities and Capabilities*, *op. cit.*, p. 36.

⁹³ Emmanuelle Bénicourt, « Amartya Sen : un bilan critique », *loc. cit.*, p. 64, se référant à Amartya Sen, *Repenser l'Inégalité*, *op. cit.*, p. 76-77.

⁹⁴ Robert Sugden, « Commodities and Capabilities », *loc. cit.*, p. 821. L'aspiration d'atteindre un classement parfait et accepté par tous est plutôt futile selon Sen. Il étendra d'ailleurs ce raisonnement à l'idée de justice dans un récent ouvrage assez critique envers les écrits de Rawls, en arguant qu'il est possible d'évaluer deux situations sous le critère de la justice pour ensuite chercher à éliminer les iniquités flagrantes, sans détenir une théorie générale et unanime du concept. Amartya K. Sen, *The Idea of Justice*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts), 2009.

⁹⁵ Robert Sugden, « Commodities and Capabilities », *loc. cit.*, p. 821.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ T. N. Srinivasan, « Human Development: A New Paradigm or Reinvention of the Wheel? », *American Economic Review*, vol. 84, no 2 (mai 1994), p. 239.

⁹⁸ Robert Sugden, « Welfare, Resources, and Capabilities: A Review of Inequality Reexamined by Amartya Sen », *Journal of Economic Literature*, vol. 31, no 4 (décembre 1993), p. 1954.

⁹⁹ Dan Usher, « Commodities and Capabilities by Amartya Sen », *Canadian Journal of Economics*, vol. 20, no 1 (février 1987), p. 200-201.

¹⁰⁰ Les guillemets sont de l'auteur. *Ibid.*, p. 201.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Jean Drèze et Amartya K. Sen, *India: Economic Development and Social Opportunity*, Oxford, Clarendon Press, 1995.

¹⁰³ Les guillemets sont de l'auteure. Emmanuelle Bénicourt, « Amartya Sen : un bilan critique », *loc. cit.*, p. 67-68.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 68.

¹⁰⁵ À supposer que les ressources qu'elle dégage soient correctement réparties dans le but de favoriser la mise en place d'un système éducatif, de santé, de transport, etc., il n'en demeure pas moins que la croissance économique nationale comporte certaines limites. Elle peut par exemple être inégalitaire et provoquer l'exclusion de certains groupes de la population, voire dégrader l'environnement. Graham Bannock, Ron E. Baxter et Evan Davis, « Economic Growth », in *Dictionary of Economics*, 4^e éd., Princeton, Bloomberg Press, 2003, p. 111 ; Jean-Yves Capul et Olivier Garnier, « Développement » et « Croissance et développement », in *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Hatier, 2008, p. 134 et 143.

¹⁰⁶ Jean-Yves Capul et Olivier Garnier, « Les inégalités de développement », in *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, *op. cit.*, p. 134.

¹⁰⁷ Frédéric Teulon, « Développement », in *Dictionnaire d'histoire, économie, finance, géographie*, 5^e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2008, p. 210.

¹⁰⁸ Walt W. Rostow, *The Process of Economic Growth*, 2^e éd., Londres, Oxford Clarendon Press, 1960. Bien que le titre de ce livre contienne le mot *croissance*, il est avéré que l'analyse de Rostow traite du développement des pays, marquant une distinction entre ceux industrialisés et ceux en développement.

¹⁰⁹ Frédéric Teulon, « Développement », *op. cit.*, p. 210.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Charles Castonguay, *L'indicateur du développement humain de l'ONU : le concept et son usage*, économie, étude 5, Québec, Publications du Québec, 1995, p. 27.

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ Il est intéressant de noter que plusieurs des auteurs mentionnés ont été impliqués en tant que consultants dans le premier *Rapport mondial sur le développement humain* de 1990, pour leur expertise en la matière. Voir notamment Hans Singer, *International Development : Growth and Change*, Toronto, McGraw-Hill, 1964 ; Keith Griffin, *Underdevelopment in Spanish America: An Interpretation*, London, Allen and Unwin, 1969 ; Hans Singer et Javed A. Ansari, *Rich and Poor Countries*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1977 ; Richard Jolly et Paul Streeten, *Recent Issues in World Development a Collection of Survey Articles*, Oxford, Toronto Pergamon Press, 1981 ; Giovanni Andrea Cornia, Richard Jolly, Frances Stewart, *Adjustment with a Human Face. Vol. 1 : Protecting the Vulnerable and Promoting Growth*, Oxford, Clarendon Press, 1987.

¹¹⁵ Bureau international du travail, *L'emploi, la croissance et les besoins essentiels*, Genève, Bureau international du travail, 1976 ; Paul Streeten et Shahid Javed Burki, « Basic Needs: Some Issues », *World Development*, vol. 6, no 3 (mars 1978), p. 411-421 ; Mahbub ul Haq et Shahid Javed Burki, *Besoins essentiels. Document de synthèse*, Washington D.C., Banque mondiale, 1980 ; Paul Streeten, *First Things First: Meeting Basic Needs in Developing Countries*, New York, Toronto University Press, 1981 (notons que cet ouvrage a été réalisé en collaboration avec Shahid Javed Burki, Mahbub Ul Haq, Norman Hicks et Frances Stewart) ; Frances Stewart, *Planning to Meet Basic Needs*, London, Macmillan, 1985.

¹¹⁶ L'UNRISD (acronyme anglais de United Nations Research Institute For Social Development) est une agence qui produit des recherches sur les dimensions sociales des problèmes contemporains affectant le développement. Voir UNRISD, *Contents and Measurement of Socio-Economic Development: A Staff Study*, New York, Praeger, 1972 ; Donald V. McGranahan et Eduardo Pizarro, *Measurement and Analysis of Socio-Economic Development*, Genève, UNRISD, 1985.

¹¹⁷ « Au-dessous de ce seuil, un pays était réputé sous-développé, alors qu'au-dessus, il était développé ». PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, Paris, Economica, 1990, p. 116.

¹¹⁸ Morris D. Morris, *Measuring the Condition of the World's Poor. The Physical Quality of Life Index*, New York, Pergamon, 1979. Morris a étudié les travaux de l'UNRISD afin de mesurer le développement comme une

activité, en l'analysant à travers le bien-être atteint. Il s'est concentré sur trois indicateurs – mortalité infantile, espérance de vie à l'âge d'un an et capacité à lire et écrire - les associant dans un indicateur simple non pondéré qui donne l'IPQV. Cependant, les observateurs ont tout de suite reconnu que les deux premiers indicateurs sont considérablement liés, surtout dans les pays en développement. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, op. cit., 116.

¹¹⁹ D'ailleurs, leurs propositions se recoupent à quelques égards. Le développement durable entend reconsidérer la croissance économique en accordant de l'importance aux besoins des plus démunis, en intégrant surtout le facteur environnemental, ce qui en a fait sa grande distinction. Avec un monde de plus en plus globalisé, l'idée générale consiste à promouvoir un développement économique qui répond aux besoins immédiats sans compromettre ceux des générations futures. Voir le rapport « Brundtland », du nom de la présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), instituée par l'ONU. Le rapport a été publié en français sous le titre *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988.

¹²⁰ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, op. cit., p. 9.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.* En fait, la version anglaise du rapport parle de « human capabilities ». UNDP, *Human Development Report 1990*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1990, p. 10. Mais comme nous nous référerons à la version française au fil du texte, nous établirons nous-mêmes les liens avec le lexique senien.

¹²⁴ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, op. cit., p. 10.

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*, p. 11.

¹²⁹ Abraham H. Maslow, « A Theory of Human Motivation », *Psychological Review*, vol. 50, no 4 (1943), p. 370-396. Cependant, Maslow ne schématisait pas sa hiérarchie des besoins sous la forme d'une pyramide. Il lui prête une vision plutôt dynamique. L'allégorie de la pyramide s'est popularisée par commodité dans des publications traitant de la théorie de Maslow, notamment dans le domaine de la psychologie du travail.

¹³⁰ Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 5.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, op. cit., p. 12.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Dwight H. Perkins, Steven Radelet et David L. Lindauer, *op. cit.*, p. 69.

¹³⁵ T. N. Srinivasan, *loc. cit.*, p. 241.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 240. « GNP data of many developing countries suffer from problems of incomplete coverage, measurement errors, and biases. Furthermore, the severity and quantitative significance of these problems are likely to vary over time within a country and are not comparable across countries ». *Ibid.*, p. 240-241.

¹³⁷ Izete Bagolin et Flavio V. Comim, « Human Development Index (HDI) and its Family of Indexes: An Evolving Critical Review », *Revista de economia*, vol. 34, no 2 (mai-août 2008), p. 17-18, se référant à H. Trabold-Nubler, « The Human Development Index – A New Development Indicator? », *Intereconomics*, (septembre/octobre 1991), p. 236-243 et M. Desai,

« Human Development. Concepts and Measurement », vol. 35 (1991), p. 355-356.

¹³⁸ Izete Bagolin et Flavio V. Comim, *loc. cit.*, p. 17, se référant à M. Desai, *loc. cit.*, p. 355-356.

¹³⁹ Izete Bagolin et Flavio V. Comim, *loc. cit.*, p. 18, se référant M. Hopkins, « Human Development Revisited: A New UNDP Report », *World Development*, vol. 19, no 10 (1991), p. 1471.

¹⁴⁰ Izete Bagolin et Flavio V. Comim, *loc. cit.*, p. 17, se référant à Partha S. Dasgupta et Martin Weale, « On Measuring the Quality of Life », *World Development*, vol.20 (1992), p.119-131. Partha S. Dasgupta est en fait le fils d'Amiya K. Dasgupta, le professeur d'économie indien qui a co-dirigé la thèse de doctorat de Sen et qui a une influence prépondérante sur lui, comme nous l'avons mentionné plus haut.

¹⁴¹ Izete Bagolin et Flavio V. Comim, *loc. cit.*, p. 17, se référant à R. Ram, « International Inequalities in Human Development and Real Income », *Economics Letters*, vol. 38, no 3 (1992), p. 351-354.

¹⁴² Izete Bagolin et Flavio V. Comim, *loc. cit.*, p. 17, se référant à D. A. Hicks, « The Inequality-Adjusted Human Development Index: A Constructive Proposal », *World Development*, vol. 25, no 8 (1997), p. 1283-1298.

¹⁴³ Srinivasan, *loc. cit.*, p. 241. Quoi qu'on en dise, cet auteur a définitivement la dent dure. Rappelons que le titre de son article, « Human Development: A New Paradigm or Reinvention of the Wheel? », témoigne éloquentement de sa position.

¹⁴⁴ Initiée par le Président français Nicolas Sarkozy, cette commission est présidée par Joseph E. Stiglitz et compte Sen comme conseiller, ainsi que Jean-Paul Fitoussi comme coordinateur. On y dénombre également une vingtaine d'autres membres, puis près d'une dizaine de rapporteurs. Joseph E. Stiglitz, Amartya K. Sen et Jean-Paul Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Paris, Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, 2009, p. 7. Cependant, ce rapport a lui aussi eu un succès mitigé, où divers observateurs du monde académique et militant ont salué l'initiative, mais dénoncé l'accent mis sur l'Épargne nette ajoutée (ÉNA) comme indicateur privilégié pour combler les limites du PIB.

¹⁴⁵ Dwight H. Perkins, Steven Radelet et David L. Lindauer, *op. cit.*, p. 69-72 ; Allen Kelley, « The Human Development Index: 'Handle with Care' », *Population and Development Review*, vol. 17, no 2 (juin 1991), p. 315-324.

¹⁴⁶ Joseph E. Stiglitz, Amartya K. Sen et Jean-Paul Fitoussi, *op. cit.*, p. 233.

¹⁴⁷ En fait, diverses données sont disponibles pour plusieurs îles faiblement peuplées, des régions administratives (Hong Kong), des territoires (territoires palestiniens), des principautés, etc., sans par contre présenter un IDH en bonne et due forme pour chacun d'eux, en raison de données manquantes pour remplir l'équation.

¹⁴⁸ L'évaluation de l'IDH a évolué avec le temps. En 2010, il comprend l'espérance de vie à la naissance, l'instruction mesurée par deux variables (la durée attendue de scolarisation et la durée moyenne de scolarisation) et le revenu national brut (RNB) par habitant à parité de pouvoir d'achat. Une des nouveautés spécifiques du rapport de 2010 est la méthode utilisée pour agréger les trois dimensions. Elle est passée d'une moyenne arithmétique à une moyenne géométrique (qui mesure la valeur typique d'un ensemble de nombres). De telle sorte qu'une performance médiocre « dans une dimension quelconque est maintenant directement réfléchiée dans l'IDH, et il

n'y a plus de substituabilité parfaite à travers les dimensions ». PNUD, *Rapport sur le développement humain 2010*, Blue Ridge Summit (Pennsylvanie), Communications Development Incorporated, 2010, p. 17.

¹⁴⁹ « Dans des conditions d'égalité parfaite, l'IDH et l'IDHI prennent une valeur égale ; mais les inégalités deviennent plus importantes au fur et à mesure que l'écart se creuse entre ces deux indices ». *Ibid.*, p. 32.

¹⁵⁰ Le PNUD indique qu'il « réunit le nombre de personnes souffrant de déprivations et la sévérité de leurs déprivations ». *Ibid.*, p. 32-113. Dans notre explication de cet indice plus haut, nous avons utilisé le mot *manque* bien que *déprivation* soit le terme employé par le PNUD.

¹⁵¹ Amartya K. Sen, *Un nouveau modèle économique*, *op. cit.*, p. 93.

¹⁵² L'indice observe notamment le taux de mortalité maternelle, le taux de fécondité chez les adolescentes, le nombre de sièges au Parlement attribués aux femmes en pourcentage, le pourcentage de celles-ci ayant au moins atteint le secondaire, leur taux d'activité au sein de la population active, le taux d'utilisation d'une méthode contraceptive, la couverture prénatale (pourcentage de femme ayant eu au moins une visite pendant leur grossesse), le pourcentage de naissances assistées par un personnel de santé qualifié. PNUD, *Rapport sur le développement humain 2010*, *op. cit.*, p. 32 et 180.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 15.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ Les crochets sont de nous. *Ibid.*

¹⁵⁶ Pensons notamment à l'Indice international de souffrance humaine (mieux connu sous le nom de Human Suffering Index) développé par Camp et Speidel en 1987, à l'Indice de sécurité personnelle mis au point au milieu des années 1990 par le Conseil canadien de développement social, ou encore à l'Indice de santé sociale (Index of Social Health), qui est né à la fin des années 1980, mais qui a réellement gagné en popularité dans les années 1990.

¹⁵⁷ Amartya K. Sen, « The Possibility of Social Choice », *loc. cit.*, p. 360.

¹⁵⁸ Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 4.

¹⁵⁹ Amartya K. Sen, *Un nouveau modèle économique*, *op. cit.*, p. 251.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ Les guillemets sont de l'auteur. *Ibid.*, p. 252.

¹⁶² Les crochets sont de nous. *Ibid.*, p. 252-253.

¹⁶³ Amartya K. Sen, « Introduction par Amartya Sen », in *Rapport sur le développement humain 2010*, *op. cit.*, p. vi.

¹⁶⁴ Voir Anthony F. Shorrocks, « Revisiting the Sen Poverty Index », *Econometrica*, vol. 63, no 5 (septembre 1995), p. 1225-1230.

¹⁶⁵ Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 5 ; Robert Erikson, « The Sveriges Risbank (Bank of Sweden) Prize in Economics Sciences In Memory of Alfred Nobel » (discours lors de la remise du prix), in *Nobel Lectures in Economic Sciences (1996-2000)*, sous la dir. de Torsten Persson, Singapour, World Scientific, 2003, p. 157-158.

¹⁶⁶ Amartya K. Sen, « L'Indice de développement humain », *Revue du MAUSS*, no. 21 (2003), p. 261.

¹⁶⁷ PNUD, *Rapport sur le développement humain 2010*, *op. cit.*, p. iv.

¹⁶⁸ Charles Castonguay, *op. cit.*, p. 40.

¹⁶⁹ *Déclaration du Millénaire*, Rés. AG 55/2, Doc. Off. AG NU, 55^e sess., supp. no 49, Doc. NU A/RES/55/L.2 (2000).

¹⁷⁰ Laura Wallace, *loc. cit.*, p. 5.

¹⁷¹ Jon Gertner, « The Rise and Fall of the G.D.P. », *The New York Times*, 13 mai 2010, en ligne, <http://www.nytimes.com/2010/05/16/magazine/16GDP-t.html>, page consultée le 8 mars 2011.

¹⁷² Amartya K. Sen, « Introduction par Amartya Sen », *op. cit.*, p. vii.